
Conflits, querelles, controverses

École d'été des Instituts Français de Recherche à l'Étranger (IFRE)
européens, Oxford, 6–7 juillet 2010

Marion Deschamp



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/233>

DOI : 10.4000/ifha.233

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 88-91

ISSN : 2190-0078

Référence électronique

Marion Deschamp, « Conflits, querelles, controverses », *Revue de l'IFHA* [En ligne], 2 | 2010, mis en ligne le 01 février 2013, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/233>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

©IFHA

Conflits, querelles, controverses

École d'été des Instituts Français de Recherche à l'Étranger (IFRE)
européens, Oxford, 6–7 juillet 2010

Marion Deschamp

NOTE DE L'ÉDITEUR

Rapport établi par Marion Deschamp

- 1 Les 6 et 7 juillet 2010 s'est tenue la cinquième École doctorale des Instituts français de recherche à l'étranger (IFRE) européens. La Maison française d'Oxford (MFO), institution-hôte pour la seconde fois (après le lancement de ces rencontres en 2006), a ainsi accueilli une quinzaine de doctorants, post-doctorants et chercheurs du Centre Marc-Bloch (CMB) de Berlin, du Centre Français de Recherche en Sciences Sociales (CEFRES) de Prague, du Centre franco-russe de recherches en sciences sociales (CFRM) de Moscou, et de l'Institut Français d'Histoire en Allemagne (IFHA) de Francfort autour du thème suivant, articulé sous forme de triptyque : « Conflits, querelles et controverses ». La notion bien générique de conflictualité, placée ainsi au cœur des interventions de ces deux journées, s'est révélée assez fédératrice et opératoire pour faire converger des champs d'études et de réflexions issus autant des sciences sociales, qu'historiques et politiques, sans doute parce que le conflit constitue une sorte d'invariant des sociétés humaines. Mais la diversité des époques et contextes abordés (des croisades médiévales à la France de Nicolas Sarkozy), de même que la variété des démarches méthodologiques mises en œuvre, ont permis d'obvier efficacement les dérives ontologiques d'une « invariabilité conflictuelle » présumée dans chaque phénomène social et historique. Dans sa conférence introductive, Luc Borot (MFO) a aussi mis en exergue la notion de seuil, dont la délimitation mouvante peut faire passer de la querelle des mots au combat des armes ou, inversement, faire refluer l'affrontement militaire vers le champ agonistique plus circonscrit de la polémique intellectuelle. Il a encore souligné l'importance de repérer les différentes logiques, ou règles du jeu conflictuel, tout comme ses justifications *a priori* et ses lectures ou mises

en scènes rétrospectives. Partant, le problème de la causalité du conflit, sans être occulté, se trouve chevillé à une compréhension à la fois procédurière et symbolique de ce dernier.

- 2 Au cours d'une première session présidée par Pascale Laborier (CMB) et axée sur les groupes et populations dits minoritaires et souvent minorés, Mathieu Plésiat (CEFRES) a abordé le problème du rapport entre majorités et minorités en Europe centrale, mettant en avant les enjeux de représentation et représentativité qui traversent l'établissement des pondérations sociales et communautaires au sein des entités nationales. Retraçant la trajectoire catégorielle des populations dites « tsiganes », il a rappelé que les variations sémantiques caractérisant les tentatives de dénomination de ces populations nomades, de même que les critériologies ethniques et anthropométriques appliquées depuis le XIX^e siècle à ces dernières et, plus récemment, les politiques du chiffre, du graphique et du recensement dont elles font l'objet en Europe de l'Est, attestent d'une logique de représentation extérieure et objectivante. Les frictions naissent non seulement de ces rapports de domination/exclusion, mais encore de ces identités imposées, qui ne prennent guère en compte les discours des populations intéressées elles-mêmes. Insa Breyer (CMB) s'est quant à elle intéressée à un autre groupe minoritaire en décryptant, par le biais d'une approche comparative franco-allemande, les rapports conflictuels s'instaurant entre les sans-papiers ou migrants illégaux et leurs pays d'accueil « malgré eux ». Si elle observe, en France comme en Allemagne, une tendance au durcissement envers les individus séjournant de manière irrégulière sur le territoire national, I. Breyer estime que, dans le cas allemand, le conflit naît du refus de considérer la situation réelle des *Illegale*, alors que la visibilité plus forte des sans-papiers français élargit le débat du traitement politique à la question sociétale.
- 3 La session postprandiale, présidée par Thomas Lienhard (IFHA), fit plonger l'auditoire dans des périodes plus anciennes avec, tout d'abord, la présentation par Valentin Portnykh (CFRM) du traité *De predicatione sanctae crucis contra Saracenos* d'Humbert de Romans (1194-1277) sur la justification de la guerre sainte. Sorte de vade-mecum à l'usage des prédicateurs de la croisade, ce traité récapitule les arguments classiques d'incitation à s'engager dans la milice du Christ (dont le premier reste l'obtention d'indulgences plénières et perpétuelles), mais éclaire aussi l'importance de la violence sacrée et légitime pour une *Res christiana* médiévale inscrivant ses conflits dans un plan providentiel divin. Les affrontements religieux scandant le XVI^e siècle européen depuis le schisme luthérien, déplacent quant à eux le *limes* géographique et doctrinal des marges de l'Empire au cœur même de la Chrétienté, comme l'a rappelé Marion Deschamp (IFHA) au début de son intervention. La paix de religion d'Augsbourg (1555), imposant le principe de coexistence confessionnelle entre territoires protestants et catholiques d'Empire, marque l'initiative de l'autorité politique, s'adossant sur la formulation et l'implémentation d'un nouveau droit impérial pour mettre fin aux conflits doctrinaux. Cette paix civile n'empêche pourtant pas de rêver de concorde religieuse. Mais chaque tentative de consensus sur la vérité de la foi s'avère impossible, si bien que les pourparlers de concorde sont par eux-mêmes sources de querelles perpétuelles. Éloïse Adde (IFHA), pour sa part, prenant appui sur la chronique de Dalimil (1309-1314), qui est le premier texte (conservé) écrit en langue tchèque, a exposé la manière dont l'écriture de l'histoire pouvait justifier les actes du passé et les actions présentes. Décortiquant les épisodes relatifs aux dissidences et révoltes

nobiliaires de Bohême, elle a montré que la présentation de ces conflits par le chroniqueur lui permettait d'imposer sa vision d'un fonctionnement politique idéal (où la *sanior pars* de Bohême serait associée, au côté de l'empereur, au gouvernement des affaires nationales et relèguerait loin du cercle de décision les éléments allogènes allemands).

- 4 La journée du 7 juillet a de nouveau laissé la place à l'histoire tchèque, cette fois plus récente, avec la présentation d'Anne-Claire Veluire (CEFRES) consacrée aux musiciens de la dissidence en Tchécoslovaquie. Auteurs, compositeurs et chantres d'une révolte d'abord culturelle dirigée contre la censure du régime autoritaire et sa rigidité morale, les « rockers » tchécoslovaques des années 1960-1980, à l'instar du légendaire groupe *Plastic People of the Universe* (fondé au lendemain du printemps de Prague, en 1968), deviennent, parfois à leur corps défendant, des figures de l'opposition politique au régime communiste. Les procès spectaculaires contre ces musiciens, et leur incarcération, leur valent d'ailleurs le soutien de résistants politiques comme Vaclav Havel et celui des médias ouest-européens. Après la « révolution de velours » et le renversement en douceur du régime, la nature du conflit impliquant ces musiciens devient plus personnelle que politique, et plus mémorielle qu'historique : prostrés dans une pose d'éternels dissidents, mais désormais sans plus d'autres oppresseurs que les Majors américaines, ces musiciens rejouent au cours de grands-messes nostalgiques, mais devant un public dégarni, les concerts et les procès qui les ont fait connaître. Julien Acquatella (CMB) s'est quant à lui penché sur un autre régime autoritaire communiste, celui de la RDA, mais pour éprouver, avec toutes les précautions non seulement rhétoriques, mais surtout méthodologiques de rigueur, sa comparaison et mise en perspective avec le III^e Reich hitlérien. Il a d'abord retracé la vigueur des controverses historiographiques, apparues sur fonds de conflits philosophico-moraux, et cristallisées lors de l'épisode de l'*Historikerstreit* puis de la querelle sur la validité du « *Sonderweg* » comme modèle explicatif du « destin » allemand. Mais cherchant à dépasser la proscription morale posant la tragédie nazie comme un phénomène *absolument* incomparable, il estime qu'une étude croisée des processus d'endoctrinement de la jeunesse par les régimes hitlériens et communistes est-allemands permettrait de mettre à jour des rouages et des instances, mais aussi des « phantasmes totalitaires » communs. Les dispositifs déployés autour de l'éducation corporelle (*Leiberziehung*) des jeunes Allemands au cours de ces deux périodes révèlent bien, selon lui, une convergence idéologique plaçant le corps homogénéisé non seulement comme espace du politique, mais comme politique incorporée de l'homme nouveau.
- 5 Enfin, la dernière session de cette deuxième journée s'est révélée encore très riche, avec l'intervention de Kolja Lindner (CMB), sur les politiques mémorielles de Nicolas Sarkozy décryptées à travers le prisme de ses interventions sur le passé colonial français. La politique suivie par le président français chercherait à faire taire la concurrence des mémoires, et surtout le modèle expiatoire qui serait attaché à la commémoration du colonialisme, au profit d'une réhabilitation de l'histoire nationale ; mais en cherchant à gagner la guerre des mémoires, le programme présidentiel reposerait aussi le problème de la distinction salutaire entre histoire et mémoire. Un pan très longtemps oublié de la mémoire collective allemande concerne la présence de résistants allemands au sein de la Résistance française, omission dont les significations ont été étudiées par Sophie Schifferdecker (CMB). Constitué avant tout d'immigrés juifs arrivés en France après l'arrivée au pouvoir de Hitler, mais aussi de déserteurs de la

Wehrmacht ayant rejoint le maquis, et de combattants communistes de la guerre d'Espagne « bloqués » en France au moment de la déclaration de guerre, ce petit contingent de résistants allemands sur le territoire français, estimé à un millier environ, a longtemps été évacué du champ de travail mémoriel en Allemagne. Selon S. Schifferdecker, l'accusation de trahison de la patrie, à laquelle échappèrent les grandes figures de la résistance française au nazisme, a ainsi jeté l'opprobre de manière durable sur ces résistants allemands de France qui ne sont guère connus que par des documents épars et loin d'être définitivement identifiés. Mais la mise à jour, même rigoureusement historique et scientifique de ce phénomène, éveille encore pour certains historiens allemands la crainte de voir ce résultat instrumentalisé par des représentants de la société civile. Preuve que les enjeux de mémoire restent encore éminemment conflictuels et actuels.

- 6 Ponctué de visites déambulatoires à travers les vénérables collèges oxoniens, et de fréquents moments de convivialité, cette école doctorale aura été, une fois de plus, une riche occasion de discussions, qui impose qu'on en remercie chaleureusement les organisateurs.